



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477 Bld de la Dollée  
CS 70 271  
50000 Saint-lô

Saint-lô, le 30/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STEP CAPIPONTAINE**

3 RUE DE FRANCHE COMTE  
50100 Cherbourg-En-Cotentin

Références : 2024-764  
Code AIOT : 0005302049

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement STEP CAPIPONTAINE implanté Chef du Pont 50480 Sainte-Mère-Église. L'inspection a été annoncée le 09/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEP CAPIPONTAINE
- Chef du Pont 50480 Sainte-Mère-Église
- Code AIOT : 0005302049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La station d'épuration de Chef-du-Pont traite les effluents des établissements Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 3	Sans objet
2	Réglementation IED	Code de l'environnement du 04/12/2019, article R. 515-71	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 4 décembre 2024 s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle a consisté à contrôler, par sondage, les suites données aux constats de la précédente inspection et des prescriptions générales ou particulières relatives aux conditions d'exploitation du site.

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité réglementaire majeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Les valeurs limites d'émission des eaux usées industrielles en sortie de l'établissement sont définies dans le tableau ci-dessous.		
Débitmaximum: 1700m <sup>3</sup> par jour		
Température : < 30°CpHcompris entre 5,5 et 8,5		
Paramètre	Concentrationmaximum	Fluxmaximum
MES	30mg/l	51kg/j
DCO	90mg/l	153kg/j
DBO5	25mg/l	42,5kg/j
NGL	15mg/l	25,5kg/j
NKJ	6mg/l	10,2kg/j

Ptotal	0,9mg/l du 01/06 au 31/10	1,6kg/j
2,0mg/l du 01/11 au 31/05	3,4kg/j	
Zn	0,2mg/l	0,34kg/j

#### Constats :

Historiquement, la station d'épuration traitait les effluents de la commune et ceux des industries se trouvant sur son territoire.

Depuis mars 2022 et suite à la mise en fonctionnement d'une nouvelle station urbaine, le site ne reçoit plus que les effluents industriels des sociétés Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère. L'ensemble des autres effluents (effluents domestiques des communes de Carquebut, Chef-du-Pont et Sainte-Mère-Église et effluents industriels de la Charcuterie de la Trappe) sont traités par la nouvelle station d'épuration de Sainte-Mère-Église.

La conformité des rejets de la station d'épuration sur l'année 2024 a été analysée lors de l'inspection. Il a été relevé des dépassements en volume ainsi que deux dépassements des flux autorisés sur les paramètres azotés.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'évolution de la STEP, les quantités acceptées de la part des deux industriels n'ont pas été revues.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 3 mois, de :

- définir les flux entrants acceptables par la station sur l'ensemble des paramètres, notamment pour prise en compte du projet de révision du système d'aération ;
- proposer les modalités de suivi de la répartition entre les deux industriels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Réglementation IED

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 04/12/2019, article R. 515-71

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conformité des installations

#### Prescription contrôlée :

Transmission du dossier de réexamen et du rapport de base

#### Constats :

Lors de l'inspection, un point d'avancement a été réalisé.

L'exploitant avait indiqué, à cette occasion, que les dossiers seraient transmis pour la fin de l'année 2024 et au plus tard en janvier 2025.

Le dossier de réexamen ainsi que le rapport de base ont été transmis le 20 décembre 2024.  
L'inspection des installations reviendra vers l'exploitant suite à leur instruction.

**Type de suites proposées :** Sans suite